

**UN e-SEA**

**UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE  
DES SCIENCES DE LA MER**

# Méthodologie du cas pratique

Octobre 2018

**Auteur : Caroline DEVAUX,**  
Maître de Conférences en droit privé

[www.univ-nantes.fr](http://www.univ-nantes.fr)



UNIVERSITÉ DE NANTES

**ENSM**  
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME

# Table des matières

<b>PRESENTATION</b> .....	<b>3</b>
<b>LES OBJECTIFS DU MODULE</b> .....	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>QU'EST-CE QU'UN CAS PRATIQUE ?</b> .....	<b>4</b>
<b>LE BUT DE L'EXERCICE</b> .....	<b>4</b>
<b>LES DIFFERENTS TYPES DE CAS PRATIQUE</b> .....	<b>5</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE</b> .....	<b>6</b>
<b>COMMENT REpondre A UN CAS PRATIQUE ?</b> .....	<b>6</b>
<b>LE RAISONNEMENT A ACQUERIR</b> .....	<b>6</b>
1/ LA LECTURE DE L'ENONCE .....	7
2/ LA QUALIFICATION DES FAITS .....	7
3/ LA DETERMINATION DES REGLES DE DROIT APPLICABLES .....	8
4/ L'APPLICATION DU DROIT AUX FAITS .....	9
5/ LA SOLUTION DU LITIGE .....	10
<b>LA REDACTION DE VOTRE REponse</b> .....	<b>10</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>11</b>
<b>LES CLES DU SUCCES</b> .....	<b>11</b>
<b>LES PIEGES A EVITER</b> .....	<b>11</b>



# Présentation

## Les objectifs du module

À la fin du module *Méthodologie du cas pratique*, l'apprenant sera capable de :

- appliquer un raisonnement juridique face à une situation de fait,
- éviter les erreurs usuelles commises lors de la résolution d'un cas pratique,
- gagner en efficacité dans son apprentissage du droit.



# Introduction

## Qu'est-ce qu'un cas pratique ?

Le cas pratique est un exercice classique dans toute formation juridique. Il est très apprécié des étudiants en droit car contrairement au commentaire de textes ou à la dissertation, le cas pratique vise l'application du droit à des situations de fait. L'énoncé présente une petite histoire débouchant le plus souvent sur une situation litigieuse à laquelle il vous sera demandé d'apporter un traitement juridique. L'exercice s'apparente ainsi à une consultation juridique : vous êtes appelé à vous glisser dans la peau d'un professionnel du droit et à délivrer un avis juridique sur le cas d'espèce qui vous est soumis. Les situations de fait sont généralement issues de la jurisprudence ou de l'actualité, elles pourraient tout à fait se produire dans la vie réelle.

## Le but de l'exercice

Avec le cas pratique, il s'agit de tester votre capacité à tenir un raisonnement juridique, ce qui suppose au préalable une bonne maîtrise du cours. Connaître les notions fondamentales et leurs régimes juridiques est en effet une condition incontournable pour pouvoir mener un raisonnement juridique qui tienne la route. Mais au-delà de tester vos connaissances juridiques sur un thème, le cas pratique vise à s'assurer que vous avez bien compris la règle de droit et que vous êtes capable de l'appliquer correctement à un cas d'espèce. C'est donc votre aptitude à raisonner en déployant un argumentaire juridique pour parvenir à trouver une solution au litige qui va être évaluée, et non simplement la récitation de la règle juridique pertinente ou encore la formulation de la bonne réponse. Il est donc attendu de vous que vous adoptiez un raisonnement clair, précis et rigoureux en analysant les faits et en les mettant en lien avec les règles de droit pertinentes.

### Important

L'essentiel n'est pas de trouver la solution la plus probable au litige mais bien de montrer par quel raisonnement juridique vous y parvenez ! Le cas pratique vise à évaluer la qualité de votre raisonnement juridique. Même si vos intuitions sont bonnes, chaque réponse doit être justifiée.

L'exercice demande donc une certaine rigueur : votre démonstration doit suivre un raisonnement logique, ce qui nécessite d'avoir une méthodologie pour réussir l'examen. Celle-ci vous servira tout au long de votre carrière dans le monde du droit, dès lors que vous serez amené à appliquer une règle de droit à des faits.



### Conseil

Pour se préparer au mieux au cas pratique, n'hésitez pas à aller consulter la jurisprudence lors de l'apprentissage de votre cours, en portant une attention toute particulière aux faits et à la manière dont ils sont traités par le juge et les parties. Vous découvrirez ainsi comment les règles juridiques étudiées s'appliquent à des faits.

## Les différents types de cas pratique

Il existe une grande variété de cas pratique. Pour schématiser, on peut les regrouper en deux grands types :

- **Le cas pratique sans question** : l'énoncé présente des faits plus ou moins détaillés et il vous est demandé en fin d'énoncé de conseiller une partie, ou bien encore ce que vous pensez de la situation litigieuse. Ce sera donc à vous d'identifier et de formuler les problèmes juridiques soulevés par la situation de fait puis d'y répondre. La difficulté majeure de ce type de cas pratique est de passer à côté de certaines questions juridiques à traiter.
- **Le cas pratique avec questions précises** : L'énoncé présente des faits ponctués de questions à traiter, ou bien il se termine par une série de questions indiquant les problèmes juridiques auxquels il vous faudra répondre. Vous ne risquez donc pas de passer à côté d'éventuels points juridiques mais attention à bien lire les questions !

### Précision

Les questions peuvent être formulées avec plus ou moins de précision. Certaines questions sont parfois si larges qu'elles peuvent être décomposées en plusieurs sous-questions qu'il vous faudra identifier. Il faut donc bien veiller à apprécier ce que recouvre la question.

Dans le cadre de votre formation, l'énoncé présente généralement une histoire qui soulèvera différentes questions juridiques portant sur des thèmes touchant les quatre matières juridiques du tronc commun : droit de la mer, droit maritime privé, droit des pêches, protection de l'environnement marin. Néanmoins, pour vous faciliter les choses, l'énoncé sera divisé en plusieurs parties, chacune correspondant à une matière. Vous serez donc guidés !

### Pour en savoir plus :

Voir les annales accessibles en ligne

## Bibliographie indicative

- F. GRUS et N. CAYROL, *Méthode des études de droit. Conseils pour le cas pratique, le commentaire, la dissertation et la note de synthèse*, Dalloz, 2017
- M. FABRE-MAGNAN et F. BRUNET, *Introduction générale au droit*, PUF, 2017, p.385s
- M. BEZIN et V. RAPP-CASSIGNEUL, *La méthodologie du cas pratique en schémas*, Ellipses, 2014

# Comment répondre à un cas pratique ?

## Le raisonnement à acquérir

Il convient de montrer à votre examinateur que vous savez déployer un raisonnement basé sur le syllogisme juridique, cette méthode bien particulière au juriste.

### Définition

Le raisonnement juridique consiste en un syllogisme : la majeure est une règle de droit (le vol est puni de), la mineure les faits établis et qualifiés (X a volé un objet), la conclusion est la solution au litige (X sera puni de). Cette méthode consiste à déduire une solution à une situation de fait à partir d'une règle de droit abstraite et générale. Elle est prédominante dans les systèmes juridiques de tradition civiliste et se retrouve dans les décisions de justice.

De manière simplifiée, on peut dire que le syllogisme juridique consiste à :  
1/ énoncer une règle de droit (la majeure), 2/ l'appliquer aux faits (la mineure) et  
3/ conclure avec la solution du litige.

Pour vous aider à y parvenir, nous vous proposons de décortiquer le raisonnement juridique à mener en différentes étapes clés à suivre pour répondre à un cas pratique.

## Les étapes à suivre

### Précision

Les différentes étapes que nous avons identifiées visent à vous aider à raisonner sous la forme de syllogismes juridiques. En d'autres termes, il s'agit de bien préparer la réponse à vos questions. Ces étapes devraient avoir lieu de préférence au brouillon. Au fil du temps, elles deviendront presque automatiques, vous y procéderez naturellement sans même vous en rendre compte.

### 1/ La lecture de l'énoncé

Il est essentiel de bien lire l'énoncé dans son intégralité avant d'y répondre. Une première lecture globale permet d'obtenir une vue d'ensemble sur les questions à traiter et de repérer les thèmes abordés par le cas pratique, la chronologie des événements ainsi que les parties impliquées. Lors de cette première lecture, n'hésitez pas à identifier et surligner les faits essentiels. Il est nécessaire d'opérer un tri entre les faits pertinents pour la résolution, qui sont à conserver, et ceux qui s'avèrent inutiles, superflus, et qui pourront être écartés.

### Conseil

Portez une attention particulière aux détails, tels que les dates, les lieux, etc. ; ils pourraient se révéler importants dans la résolution du cas pratique.

### 2/ La qualification des faits

Une fois les faits pertinents identifiés, il faudra procéder à leur qualification juridique. Cette étape consiste à donner une forme juridique aux faits, c'est-à-dire à les rattacher à des catégories juridiques abstraites, générales, et bien connues du droit. L'énoncé est généralement rédigé en des termes usuels, peu juridiques. Il faut donc venir en donner une traduction juridique.

### Attention

Il est attendu de vous de bien identifier la catégorie juridique dont les faits vont relever. Il est inutile de paraphraser ou de recopier les faits !

### Exemples

- Les faits : X vend une maison à Y

La qualification juridique : il s'agit d'un contrat de vente d'un bien immobilier

- Autres faits : X pousse violemment Y dans la rue, ce dernier tombe et se casse une jambe

Qualification juridique : X commet une faute (le fait de pousser violemment Y) qui cause un dommage à Y (la jambe cassée)

- Autres faits : Un navire de commerce entre en collision avec un navire de pêche

Qualification juridique : il s'agit d'un abordage

Cette étape est parfois très rapide, surtout lorsque la qualification est posée dans l'énoncé, mais cela est rarement le cas. Elle n'en reste pas moins essentielle puisqu'elle va déclencher l'application des règles applicables à la catégorie juridique convoquée.

### 3/ La détermination des règles de droit applicables

La qualification juridique détermine les règles de droit applicables. Le droit est en effet organisé en catégories juridiques qui disposent de leurs propres règles conçues pour les situations de fait qu'elles recouvrent. Venir rattacher un fait à une catégorie juridique va donc déclencher l'application des règles relatives à cette catégorie.

#### Exemple

Si l'on reprend nos exemples précédents :

- La qualification juridique de contrat de vente d'un immeuble déclenche l'application du droit des contrats, plus précisément des règles applicables au contrat de vente immobilière
- La qualification de faute commise par X qui cause un dommage à Y déclenche l'application du droit de la responsabilité civile délictuelle
- La qualification d'abordage entraîne l'application de règles spéciales relatives à l'abordage maritime, qui déroge au droit commun de la responsabilité civile

Les règles de droit applicables sont généralement issues de textes juridiques, éventuellement complétés par des décisions judiciaires qui précisent l'interprétation à retenir de la règle en cause. Il peut aussi parfois être nécessaire de faire appel à la doctrine qui va examiner un point incertain ou proposer une autre interprétation de la règle juridique en cause.

Lors de la rédaction, il faudra bien veiller à énoncer précisément la règle de droit applicable. Après avoir fait référence au numéro de l'article (s'il s'agit d'une disposition du code civil par exemple), ou à la date et au titre d'une loi ou d'une convention internationale, vous devrez expliquer la teneur de la règle en des termes généraux (inutile de la réciter, essayez plutôt de reprendre son contenu avec vos propres mots).

**Important**

L'examineur attend de vous que vous lui expliquiez de manière claire et concise les éléments essentiels de la règle pour son application aux faits, à savoir selon les circonstances :

- ✓ Les termes employés
- ✓ Le principe et les exceptions
- ✓ Les conditions d'application de la règle
- ✓ Les exigences procédurales (délai de prescription, modalités de preuve, etc)
- ✓ Les effets de la règle

**Attention**

S'il faut bien veiller à énoncer de manière exhaustive la règle de droit, attention toutefois à ne pas sombrer dans un exposé théorique qui ressemblerait davantage à une dissertation qu'à un cas pratique. Chaque développement doit être utile à votre démonstration juridique et à la résolution du cas pratique. Imaginez-vous face à un justiciable, ce dernier n'apprécierait certainement pas que vous lui récitiez votre cours mais voudrait plutôt connaître la règle applicable à sa situation !

## 4/ L'application du droit aux faits

Une fois la règle de droit énoncée, le travail n'est pas terminé. Étrangement, beaucoup d'étudiants se contentent d'expliquer le droit applicable sans l'appliquer aux faits, et s'en trouvent dès lors pénalisés. Ils passent en effet à côté d'une étape importante, si ce n'est cruciale, de l'exercice : le moment où l'examineur voit comment vous appliquez la règle (que vous connaissez en des termes généraux) au cas d'espèce.

**Important**

Il faut absolument appliquer aux faits la règle que vous venez d'exposer, ce qui implique de confronter cette règle à la situation litigieuse. Cette étape consiste à vérifier si la règle de droit peut s'appliquer ou non aux faits. Il s'agit par exemple de déterminer si les critères d'application de la règle sont bien remplis, si les faits relèvent éventuellement d'une exception au principe énoncé, ou encore si les exigences procédurales sont respectées en l'espèce. Un véritable travail d'analyse des faits est attendu de vous. Il faut exploiter les faits qui vous sont soumis, sans toutefois aller jusqu'à les dénaturer (sinon vous risquez le hors sujet), ou jusqu'à inventer de nouveaux faits. Si un fait est inconnu, dites-le et imaginez les différentes options possibles.

**Exemple**

Reprenons notre exemple relatif à la collision entre deux navires et imaginons que le droit français soit applicable. Pour qu'un navire soit tenu

responsable, il doit avoir commis une faute à l'origine de l'abordage en vertu de l'article L5131-3 du Code des transports (majeure). Beaucoup d'étudiants se contentent ensuite d'énoncer que le navire abordeur a effectivement commis une faute en l'espèce et qu'en conséquence il sera tenu d'indemniser l'autre navire. Ce raisonnement trop rapide. Il est attendu de vous que vous démontreriez en quoi le comportement du navire abordeur pourrait constituer une faute pouvant entraîner sa responsabilité. Il faudra vous appuyer sur la jurisprudence pour entamer une discussion sur la notion de faute en matière d'abordage et ensuite trancher en estimant si en l'espèce il s'agit d'une faute ou non.

## 5/ La solution au litige

L'étape précédente débouche sur la solution au litige. Il convient ici de tirer les conséquences de l'application des règles de droit aux faits et conclure en résolvant le problème. Il faudra envisager l'ensemble des cas de figure possibles et apprécier leurs chances de succès. Si on vous demande par exemple contre qui agir, passez en revue toutes les parties envisageables. Attention toutefois à ne pas tomber dans l'excès qui consisterait à envisager des hypothèses qui ne sont aucunement suggérées dans l'énoncé, cela vous ferait perdre un temps précieux.

### Important

Il est attendu de vous que vous preniez position sur la solution à apporter au litige en proposant l'option qui vous paraît la plus probable. L'examineur ne pourra pas vous reprocher de parvenir à une mauvaise solution au litige si celle-ci s'appuie sur un raisonnement juridique implacable.

## La rédaction de votre réponse

Le cas pratique est un exercice beaucoup moins formalisé que le commentaire d'arrêt ou la dissertation. Vous êtes donc libre de répondre aux questions en adoptant la forme que vous souhaitez. Veillez bien toutefois à être clair et organisé, en faisant apparaître les différents syllogismes juridiques que vous utilisez pour parvenir à la solution au litige. Concrètement, il conviendra d'énoncer la règle de droit (la majeure) puis de l'appliquer aux faits (la mineure) - ou l'inverse si cela est plus pertinent (la mineure puis la majeure) - pour ensuite parvenir à la solution du problème. De cette manière, votre raisonnement apparaîtra construit et fondé en droit.

N'oubliez surtout pas de vous relire en vérifiant bien que vous avez répondu à l'ensemble des questions posées.



# Conclusion

## Les clés du succès

- ✓ Faire apparaître clairement votre raisonnement
- ✓ Toujours justifier vos réponses en faisant référence aux textes applicables, éventuellement assortis de la jurisprudence/doctrine pertinente
- ✓ Exposer de manière précise et exhaustive les règles de droit applicables
- ✓ Faire un travail d'analyse des faits
- ✓ Prendre position en précisant la solution qui vous paraît la plus probable
- ✓ Envisager tous les cas de figure possibles
- ✓ Bien gérer votre temps pour répondre à l'ensemble des questions

## Les pièges à éviter

- Ne pas vous contenter d'énoncer la solution au litige
- Ne pas recopier les faits de l'énoncé ou les paraphraser
- Ne pas vous contenter d'énoncer la règle de droit applicable : il faut l'expliquer et expliciter ses conditions de mise en œuvre, ses éventuelles exceptions, les exigences procédurales, ses effets
- Ne pas trop extrapoler ou développer des aspects qui ne seraient pas utiles pour la résolution du problème

**UN e-SEA**

**UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE  
DES SCIENCES DE LA MER**



UNIVERSITÉ DE NANTES

**ENSM**  
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME